Elections Législatives du 18 Novembre 1962 - 9ème Circonscription de la Seine

7e

Louis LAMBEL



Commerçant

CANDIDAT NATIONAL D'UNION RÉPUBLICAINE

présenté par

CENTRE REPUBLICAIN

(Bernard LAFAY)

REPUBLICAINS INDEPENDANTS

●

Docteur Jean BAPTANDIER

suppléant

●

Parisiennes, Parisiens
du neuvième arrondissement

LE régime actuel a gravement déçu nos espérances de 1958. En 1958, a été approuvée une Constitution qui aurait dû permettre d'assurer à la fois la stabilité du gouvernement et le contrôle parlementaire. Hélas ! cette Constitution n'a jamais été appliquée : il n'y a plus de contrôle parlementaire et pas de vraie stabilité. Vous êtes tous inquiets de l'avenir.

Nous voulions l'ORDRE et nous avons l'INCERTITUDE.
Nous voulions la LIBERTE et nous avons l'ARBITRAIRE.
Nous voulions la DEMOCRATIE et nous avons le POUVOIR PERSONNEL.

Avec angoisse nous constatons cette dégradation des institutions républicaines.

Certains ont osé prétendre que le drame algérien expliquait et même justifiait les excès du Pouvoir et les illégalités du régime. Quelle tristesse de voir, aujourd'hui, comment le drame se termine, après tant de promesses non tenues et tant de serments violés: 15 départements perdus, un million de Francais chassés de leurs foyers, des femmes, des vieillards, des enfants, des instituteurs et des prêtres massacrés, des soldats prisonniers abattus, la mort pour les Musulmans fidèles...

Quelle que soit votre opinion sur le problème algérien, ne pensez-vous pas, en toute bonne foi, que le gouvernement pouvait éviter cet exode déshonorant, cette terreur, cette anarchie et, aussi, le gaspillage de tant de vie humaines et de centaines de milliards ?

●

DEPUIS 1958, la France n'a pas retrouvé son equilibre.

La IVe République est morte de son impuissance devant le régime des partis. Le régime actuel, lui, aboutit au parti unique, inconditionnel, clef de voûte du totalitarisme.

CENTRE REPUBLICAIN (Bernard LAFAY) REPUBLICAINS INDEPENDANTS

Le Pays ne peut être sauvé que par :

● *la condamnation des mœurs politiques d'un passé périmé,*
● *la restauration de la République et de la légalité démocratique, par l'application loyale de la Constitution de 1958,*
● *la stabilité par le gouvernement de législature,*
● *la défense des libertés contre l'arbitraire administratif et policier, contre les atteintes à l'indépendance de la magistrature, par la suppression des tribunaux d'exception et le retour à la légalité judiciaire,*
● *l'amnistie, facteur indispensable de la réconciliation nationale,*
● *une politique sociale hardie, financée par :*

— la réduction massive d'un budget de la guerre devenu lourdement excessif quand on constate les besoins sociaux non satisfaits et qui a augmenté de 380 milliards, depuis la fin de la guerre d'Algérie (plus d'un milliard par jour),

— une diminution importante des énormes subventions aveuglément distribuées aux pays qui, devenus indépendants, nous coûtent moitié plus cher que lorsqu'ils étaient français.

On récupérera ainsi, chaque année, mille milliards qui seront affectés à la jeunesse, aux terrains de sports, aux espaces verts, aux écoles et aux Facultés, à la construction de logements locatifs, aux hôpitaux, aux vieux travailleurs, aux anciens combattants, aux veuves de guerre, à tous ceux que le régime actuel a sacrifié à sa politique rétrograde.

***

Nul n'ignore que la France est dirigée par la Haute-Banque, dont les représentants sont membres du gouvernement.

D'où :

● <u>une fiscalité oppressive</u> qui détruira progressivement les classes moyennes et libérales, le petit commerce, l'artisanat et la libre entreprise.
● <u>la diminution du pouvoir d'achat</u> — que les ménagères connaissent trop bien — et le retard inadmissible des traitements de la Fonction Publique et des salaires.
● <u>la main-mise de l'Etat sur la Sécurité Sociale,</u> contre les intérêts des assurés, contre les traditions libérales du corps médical, contre une gestion libre et mutualiste, seule garantie des salariés et des employeurs.

<u>Par-dessus tout, il faut que soient respectées les LIBERTES</u> :

● liberté de conscience et d'enseignement, liberté d'opinion et d'expression, libertés professionnelle et syndicale, libertés individuelles aussi.
● liberté du Monde occidental contre les menaces totalitaires et l'oppression marxiste.

***

Parce que nous savons que le régime actuel menace ces libertés fondamentales, je vous demande de réagir.

Parce que nous croyons que ses imprudences mettent en péril la paix civile et la paix extérieure, je vous demande de refuser vos suffrages aux partisans de ce régime qui, sous des étiquettes différentes, mais avec la même servilité inconditionnelle, ont, pendant quatre ans, favorisé les pires erreurs du Pouvoir.

Au cours de cette campagne, les critiques les plus véhémentes seraient justifiées, mais je m'abstiendrai de toute polémique personnelle, par respect de la dignité du suffrage universel, parce que je crois à la tolérance et à la raison. Mon combat est un combat, au nom d'un idéal et au nom des principes qui sont ceux de tous les braves gens de ce pays.

Issu d'une famille fixée depuis 70 ans dans le neuvième arrondissement, je le connais, je sais ses aspirations et ses besoins. Le docteur Jean BAPTANDIER, qui a bien voulu me faire l'honneur d'être mon suppléant, partage mes convictions et ma volonté.

Parce qu'il est apparu aux hommes de ma génération que les vieux partis avaient manqué à leur tâche, parce que nous restons attachés aux traditions libérales de Paris, je me présente aujourd'hui à vos suffrages.

Si vous me faites l'honneur de m'élire, je siègerai en homme libre, fidèle à ses convictions nationales et républicaines, suivant l'exemple de mon ami, le docteur Bernard LAFAY, Sénateur de la Seine, dont le courage civique, la droiture politique et le dévouement social vous sont connus.

Je vous convie à lutter, avec moi.



<u>Pour la paix, l'union des Français,</u>

<u>la démocratie, les libertés</u>

J. BAPTANDIER

Docteur en Médecine

suppléant

Louis LAMBEL

Commercant

CANDIDAT NATIONAL D'UNION RÉPUBLICAINE

Imp. Commerciale d'Yvetot